

LA MONARCHIE MERINA ET LE DEVELOPPEMENT AGRICOLE

par Jacques DEZ (*)

Dans le N° 8 de cette revue (pp. 9-60), sous le titre « Eléments pour une étude de l'économie agro-sylvo-pastorale de l'Imerina ancienne », nous avons montré comment il était possible de reconstituer certains aspects de l'histoire agricole de l'Imerina, en nous fondant sur une étude des *Tantaran' ny Andriana*. L'essentiel de cette histoire agricole se terminait avec le règne d'Andrianampoinimerina ; il n'y avait que relativement peu de données sur les règnes postérieurs, plus sommairement décrits. Etant donné les conditions d'établissement de ce recueil de traditions et l'époque à laquelle ces traditions furent recueillies, il était normal qu'il en fut ainsi.

Il semble d'ailleurs que l'on pense que la monarchie merina n'a pas eu la notion d'une politique agricole jusqu'à l'instruction aux gouverneurs *madinika* de 1889 dont une disposition confie à ces fonctionnaires le soin d'éclairer la population en vue du développement (1). Cette instruction est bien connue, citée par de nombreux ouvrages sur le fokonolona et l'organisation administrative de l'Imerina, sans doute parce que c'était elle qui était encore en vigueur en 1895 et parce qu'elle avait été abondamment diffusée. Nous-même, influencé par cette littérature, avons d'abord cru que l'adoption de cette instruction constituait la marque que l'on s'était, pour la première fois en 1889, préoccupé de développement agricole, et que c'était la seule marque possible de cette préoccupation.

Les recherches dans les archives merina, la consultation de documents malgaches publiés avant 1895, nous ont conduit à constater l'intérêt porté par la monarchie merina à l'agriculture et à y trouver la manifestation de préoccupations constantes dans ce domaine.

Les présentes notes, qui demanderont à être développées plus tard, ont pour but d'indiquer que l'administration malgache précoloniale nourrissait des soucis d'ordre économique, et nous voudrions attirer l'attention sur le fait que, dans l'expression de ces soucis, il y a avait des observations qu'on ne saurait donc attribuer à l'influence coloniale, et qui, étant encore d'actualité, peuvent permettre de justifier certains conseils en faveur du développement en les appuyant par des références commodes à un passé précolonial.

Lorsque l'on se penche sur les archives du XIXe siècle (ou du moins sur ce qu'il en reste), on ne peut manquer d'observer, à époque ancienne, que la grosse préoccupation des pouvoirs publics merina était constituée par le recrutement et le fonctionnement de l'armée, et ensuite par le souci de s'assurer des rentrées d'argent, mais il y avait cependant d'autres préoccupations. Que la monarchie merina ait souhaité être

(*) *Faculté des Lettres de l'Université de Madagascar.*

(1) Voir notre communication au Colloque de Mantasoa « *Les structures de base du développement agricole : d'hier à aujourd'hui* » — Colloque de Mantasoa — Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Madagascar, 1968, pp. 39-80, not. p. 43.

informée, dès cette époque, de questions économiques, se manifeste dans une circulaire du 5 Alohotsy 1839 (2) adressée à tous les commandants de garnisons et leur demandant de rendre compte, non seulement de la situation militaire, mais encore de la situation des cultures dans les régions de leur ressort. Ces instructions furent répétées, le 12 Alahamady 1840. Cette circulaire accusait réception des premiers comptes rendus et demandait que fussent fournis régulièrement des renseignements sur tout « ce qui était susceptible de permettre le développement du pays » (*ny fahamainty molaly ny tany*). Malheureusement, on ne retrouve pas ces rapports dans les archives qui ont été conservées.

A cette époque ancienne, également, on trouve souvent des tableaux statistiques indiquant le nombre de propriétaires, de *hetra* de rizières, de terrains défrichés, de bœufs, d'esclaves. Ces tableaux étaient fournis en vue de permettre une détermination de l'assiette de diverses impositions. Leur interprétation peut conduire à l'établissement de quelques éléments d'ordre démographique ou économique (3). Signalons-le en passant : la monarchie merina avait le goût des états statistiques, de la précision des données chiffrées, et ce n'est pas un des moindres sujets d'étonnement que de pouvoir relever l'existence du soin apporté dans ces dénombrements par une administration que l'on aurait facilement tendance à juger comme étant encore alors des plus rudimentaires.

A vrai dire, il ne semble pas qu'en dehors du pouvoir central, les individus, même haut placés, se soient beaucoup préoccupés de l'intérêt que pouvait offrir une documentation d'ordre économique. Sur la masse des correspondances que nous avons dépouillées pour le Vakinankaratra (environ 2.500 lettres) dont l'ensemble concerne essentiellement les problèmes posés par la fabrication de la chaux à Antsirabe, l'extraction du soufre, de l'or, les recherches minières, le fonctionnement du camp pénal d'Antsirabe, les problèmes de sécurité intérieure, les problèmes militaires — recrutement et entraînement de l'armée, défense de la frontière occidentale du pays —, le traitement aux eaux d'Antsirabe de Rapanoelina, l'un des fils du Premier Ministre Rainilaiarivony, sur cette masse donc, tranche seulement une lettre de Rainimaharavo du 27 octobre 1880, adressée à Rainilaiarivony, rendant compte des observations de son auteur sur les prix pratiqués à Antsirabe : les volailles et les bestiaux étaient bon marché, le maïs un peu cher, le riz cher (par suite de mauvaises récoltes dues

(2) Les équivalences de dates entre le calendrier grégorien et le calendrier traditionnel merina sont très discutées, parce que difficiles à établir, surtout pour les périodes anciennes. C'est pourquoi nous n'exprimons pas les dates traditionnelles en dates du calendrier grégorien ; au reste, la recherche de l'établissement de cette correspondance serait sans utilité ici.

(3) Nous avons procédé à l'interprétation d'un tableau statistique dans notre article « Le Vakinankaratra — Essai d'une histoire régionale », publié dans le N° 256 de Septembre 1967 du *Bulletin de Madagascar* (pp. 657-702) — voir not. pp. 688-689.

aux sauterelles, aux gelées et à l'insuffisance des pluies) (4). C'est lui encore qui signalera le premier le caractère touristique de cette région en citant les éruptions d'eau d'Andranobe, d'Andraikiba et de Tritriva (à l'époque, on disait encore Ankitrivo) (5) dans une lettre du 21 octobre 1880. Peut-être mis en émulation par le passage de cette haute personnalité venue de Tananarive, Ratsimiraho, gouverneur civil du Vakinankaratra, rédige à l'adresse du Premier Ministre un compte rendu analogue, apparemment le seul qu'il ait établi, le 28 Adizaoza 1880 (à une époque un peu postérieure), décrivant l'état de famine, en attribuant l'origine aux vols continuels de sauterelles s'abattant sur les rizières. Mais comme les sauterelles ne s'attaquent pas au manioc ni aux patates, on invite à la population à en développer les plantations.

En haut lieu, cependant, on était tellement conscient de l'importance que pouvaient revêtir des renseignements de cet ordre qu'une circulaire du 13 janvier 1891 adressée à toutes les autorités locales leur interdira de fournir aux Européens et même aux Malgaches toutes indications concernant les forêts, l'élevage, la population, les terres.

- (4) Rainimaharavo était titulaire de 16 honneurs (le maximum) et Officier du Palais ; il avait rempli des fonctions ministérielles sous le règne de Rasoherina. Malade, il venait à Antsirabe pour se soigner. Il cite les prix suivants : riz blanc (la mesure de 20 litres) : 2 sikajy, exceptionnellement 1 sikajy et 6 eranambaty — Paddy (la mesure de 20 litres) : 6 eranambaty et exceptionnellement 5 — Maïs (la mesure de 20 litres) : 6 eranambaty — Pour un assez gros porcelet et un assez gros agneau : de 15 eranambaty à 10 voamena — Pour un poulet adulte (*vantotrakoho*) : de 7 à 10 voamena — Pour un dindon : 6 eranambaty — Pour un gros dindon mâle : 1 sikajy.

Une comparaison peut être faite avec les prix pratiqués à Tananarive en 1870 (donc 10 ans auparavant, mais rien n'indique qu'ils avaient beaucoup changé depuis cette époque) (voir notre communication à l'Académie Malgache : *Considérations sur les prix pratiqués à Tananarive en 1870* — Bulletin de l'Académie Malgache, t. XL, 1962, pp. 42-61).

	Antsirabe 1880	Tananarive 1870
Riz blanc	1/4 (except. 5/24)	1/12
Paddy	1/12 (except. 5/72)	1/36
Maïs	1/12	non observé
Porcelet et agneau	de 5/24 à 5/12	40/24
Poulet	de 7/24 à 10/24	1
Dindon	1/12	1/6
Gros dindon mâle	1/8	1/3

Les prix sont donnés en fractions de piastre. Pour essayer d'avoir une idée de ce que représentaient les prix de cette époque, on pourra se reporter à la communication précitée.

- (5) La légende des amants de Tritriva est décrite dans les *Tantaran' ny Andriana* qui donnent à la montagne le nom de Kitrivo (cf. la traduction des *Tantara*, tome IV, pp. 826 et suivantes). Le terme de Kitrivo est donc attesté en 1880 ; en 1914, avec la première carte du Service Géographique, la montagne est désignée sous le nom de Tritriva, il est même connu avant par certains auteurs. Manifestement, le deuxième nom, le seul connu actuellement, dérive du premier par assimilation régressive, mais pourquoi ?

Rainimaharavo dit de ce lac qu'il est « le plus remarquable, très surprenant ».

les productions agricoles, les mines, et leur prescira d'empêcher tous levés topographiques, sauf instructions du Premier Ministre.

La publication de la *Gazety Malagasy*, qui fut le Journal Officiel de la monarchie merina, de 1883 à 1890, constitua un moyen de multiplier et de diffuser les instructions dans le domaine agricole.

La culture du riz, les invitations à reprendre à temps au début de chaque campagne, les façons culturales nécessaires, l'entretien des digues, font l'objet de nombreux communiqués (6). Les efforts faits pour la réparation des digues dans le Betsimitatatra sont décrits à de fréquentes reprises ; pour encourager la population dans l'accomplissement des corvées collectives auxquelles elle était appelée de ce fait, la Reine sortait de son Palais et, en grande escorte, parcourait les digues.

Si la culture du riz était essentielle, on savait que la régularité de la production n'était pas assurée, et qu'il était parfois nécessaire de pallier ses insuffisances en faisant appel à d'autres cultures. Cette complémentarité nécessaire du riz et des cultures sèches, dont l'inobservation a parfois conduit à de cruels déboires et à des semi-famines, était jugée absolument indispensable. Des instructions rappelant qu'en 1885 l'année fut mauvaise (7), après avoir précisé que sans les cultures sèches il y aurait eu la famine, insistaient « Tout le monde doit faire des cultures sèches » et ajoutaient : « Ce sont les cultures sèches qui constituent le soutien indispensable en cas d'insuffisance de celle du riz » (*ny voly antanety no tohan' ny vary*).

Traitant de ce qui doit permettre au peuple de s'enrichir, la *Gazety Malagasy* (8) évoquera en premier lieu l'agriculture, parce que c'est une occupation connue de tout le monde et qu'elle est au nombre de celles les plus capables de favoriser le développement. La même instruction, en 1887, fera appel aux jeunes, dans cette tâche, parce que ce sont eux qui en savent le plus long. La Reine leur en saura gré. Et cette instruction se termine sur un appel de tous à l'union et à la confiance.

C'est encore cette même instruction qui conseillera la plantation d'arbres, en prenant pour motif, il est vrai, le fait que le bois à brûler est difficile à se procurer parce que la forêt est loin.

Ce n'était d'ailleurs pas, dans le domaine du reboisement, la première intervention du pouvoir royal. Le 23 octobre 1880, il nous est rapporté par le Journal du Premier Ministre, que Rainilaiarivony planta des eucalyptus (9) pour donner l'exemple de ce qu'il convenait que tout le monde fit.

Ainsi, donc, ces faits, dont sans doute on pourrait trouver d'autres exemples à l'occasion d'une étude exhaustive des archives, s'ajoutent aux observations que nous avons déjà faites à propos de l'étude publiée dans le N° 8 de cette Revue (pp. 22 à 25), pour montrer que, non seulement, la monarchie merina n'était pas hostile aux reboisements, mais qu'elle les favorisait.

(6) On citera particulièrement le n° 24 de la *Gazety* (du 23 mai 1884) et le n° 82 (du 5 mai 1887).

(7) n° 66 de la *Gazety* (23 janvier 1886).

(8) n° 83 (2 avril 1887) — *Ny mampanankarena ny vahoaka : ny amin' ny fambolena no lazaina aloha* (ce qui permet au peuple de s'enrichir : c'est ce qui concerne la culture qui sera examiné tout d'abord).

(9) Dénommés *bilogoma* (terme emprunté à l'anglais).

Nous appellerons maintenant l'attention du lecteur sur des instructions qui demandent à être méditées.

Dans son N° 44 du 27 février 1885, la *Gazety Malagasy* diffusait un ensemble de recommandations adressées aux gouverneurs des localités extérieures à l'Imerina. Ces recommandations débutent, d'ailleurs, par plusieurs considérations qui nous éclairent sur la façon dont un certain nombre d'entre eux comprenaient l'exercice de leurs fonctions, façon désapprouvée formellement par le pouvoir central. Ce qui nous intéressera plus ici, c'est la suite de ces recommandations. En Imerina, il n'y avait pas de gouverneurs (à l'époque), il y avait la Reine qui donnait des ordres à ses officiers : en une journée tout le monde pouvait les connaître (10). Le peuple vivait dans la tranquillité et progressait. Mais, en dehors de l'Imerina, tout était bien différent. Plus on s'éloignait de l'Imerina, plus on pouvait s'étonner de l'ignorance et de l'incompétence des gens. On respectait plus la force que le droit. La suite du texte mérite une citation intégrale : *Ny ody sy ny fanaon-drazana mbola mahery loatra aminy ka maizina tokoa no manjo azy na olona na tany*, c'est-à-dire : « La croyance à la magie et l'observance des coutumes ancestrales ont encore trop de prise chez eux et leur sort, au pays et à la population, peut paraître vraiment sans espoir ». Et le texte ajoute : « Et pourtant, c'est toujours le même pays de Madagascar ».

Nous soulignons intentionnellement ce reproche d'un attachement excessif aux coutumes (11), parce qu'il montre, d'une part, que les autorités de l'époque avaient conscience de ce que cet attachement pouvait avoir de nuisible ou de contrariant pour le développement, d'autre part, que ces mêmes autorités souhaitaient une évolution et ne craignaient pas de dénoncer où se trouvait l'origine d'un certain immobilisme.

En 1889, l'institution du gouvernorat devait être généralisée à l'Imerina, mais les dispositions qui concernent cette institution, d'ailleurs rappelées au début de notre note, sont trop connues pour que nous les reprenions ici. En réalité, l'institution du gouvernorat en Imerina ne date pas de 1889, mais de 1887. C'est cette année-là que furent constitués les premiers gouvernements, dans certaines régions, mais non dans toutes, et furent souvent nommés gouverneurs des instituteurs de missions ou des évangélistes. Ce qui est intéressant ici, c'est de relever les commentaires qui accompagnaient ces premières désignations (12). On observait qu'en Imerina, il y avait des régions vides, et d'autres qui tendaient à se surpeupler. Il convenait de créer de nouveaux terrains de cultures dans ces régions vides, ou d'améliorer les cultures dans les régions déjà peuplées. Les campagnards, ajoutait-on, sont ignorants, ils manquent de cadres pour les diriger. Telle était la raison de la création des gouverneurs. On constate donc que le motif essentiel déclaré en 1887 de la création des gouverneurs était de donner à la population un encadrement qui lui permettrait de se développer. Puis, on a découvert qu'il serait commode de les charger de quantités d'autres attributions, si bien qu'en 1889, leur rôle de conseillers économiques paraît passer un peu au second plan.

- (10) La monarchie merina avait réussi à organiser un système, encore mal connu, de transmissions très rapides. C'est ainsi qu'une lettre datée d'Antsirabe pouvait être remise entre les mains du Premier Ministre moins de trois jours après. Toutes les correspondances, il est vrai, n'étaient pas acheminées aussi rapidement. Certaines mettaient une bonne semaine pour parvenir à Tananarive.
- (11) On rapprochera de ces instructions, une circulaire de Ranavalona I du 18 Asorotany 1843 demandant de réunir le peuple et de condamner publiquement *les ody ratsy* (les mauvais charmes). Il est vrai qu'il ne s'agissait là que de la magie maléfique.
- (12) n° 80 de la *Gazety* (1er janvier 1887).

Il y a eu des efforts faits, indépendamment de cette création de gouverneurs, pour organiser un encadrement agricole.

Il est remarquable que dans la liste officiellement donnée et renouvelée tous les ans, tant dans les agendas des missions que dans les documents officiels qu'ils démarquaient, jamais l'existence d'un Ministère de l'Agriculture n'ait été signalée. Cependant, on découvre, en lisant la *Gazety Madagasy*, qu'il y avait en 1886 (13) un *Lehiben' ny mpanao raharaha momba ny fambolena*, c'est-à-dire, pour le moins, un Chef des Services agricoles ; le titulaire de cette charge était Rainimiadana, possesseur de 14 Honneurs.

Il semble bien, par ailleurs, qu'il y ait eu des personnalités plus particulièrement responsables des questions agricoles dans les administrations locales. Le 26 Alakaosy 1885 (dans la première quinzaine d'avril), les églises luthériennes de Saharangy et d'Anjanapara (région de Betafo) adressaient au Premier Ministre des propositions en vue de la désignation de certaines personnes comme « *mpiadidy ny fambolena-kanina sy hisakana ny toaka ary hijery raha misy olona mitsoa-ponenana ary hanào izay rehetra hahamainty molaly ny tany* » (responsables des cultures alimentaires, qui, également, s'opposeraient à la fabrication d'alcool, rechercheront si des gens abandonnent leur résidence, et d'une façon générale accompliront tout ce qui pourra favoriser le développement du pays). Les églises semblent avoir participé aux efforts du gouvernement pour développer la production si on en juge par des remerciements adressés par le Premier Ministre, le 26 janvier 1891, aux églises de la région de Betafo, pour avoir poussé au développement des plantations de manioc. Par ailleurs, une lettre du Premier Ministre au gouverneur d'Antsirabe, Rainihova (8 Honneurs), du 10 juillet 1893, faisait observer que si certaines personnes étaient responsables des cultures, elles devaient également collaborer avec les autres dans toutes les affaires administratives exigeant un concours général. On peut se poser cette question : ces responsables, se sentaient-ils si spécialisés du fait de leur vocation particulière, qu'ils cherchaient à affirmer leur primauté en se distinguant des autres ? Question à laquelle notre documentation encore insuffisante ne nous permet pas d'apporter une réponse.

Telles ont été ces quelques notes, qui n'ont pas eu pour but de traiter exhaustivement du sujet, mais de marquer, à la lumière des constatations que nous avons pu faire à l'occasion d'une recherche particulière, que, dans le domaine de l'étude de la position adoptée par les pouvoirs publics merina à l'égard du développement agricole dans le courant du XIXe siècle il y avait certainement encore beaucoup à faire, et que cette recherche pourrait apporter des éléments d'une utilité encore actuelle.

(13) n° 66 de la *Gazety* (23 janvier 1886).